

France-Afrique: Nicolas Sarkozy est-il capable de se projeter vers l'avenir?

Nicolas Sarkozy effectue les 26 et 27 mars prochains une tournée qui doit le conduire dans les deux Congo et au Niger. Première étape de cette troisième tournée du président français en Afrique, une visite à Kinshasa dans un contexte politique et sécuritaire encore très précaire en RDC : lié notamment à l'exploitation des ressources naturelles du pays. Suit un passage à Brazzaville, terre présentant un intérêt particulier pour les groupes français, en l'occurrence Total et Bolloré, et à quelques mois d'une élection présidentielle sous forte tension. Le président se rendra enfin au Niger où le groupe Areva est leader dans l'exploitation de l'uranium dont l'impact social et environnemental est très contesté.

Cette visite diplomatique nous fait craindre que la nature des relations entre la France et les pays africains continue à être fortement influencée par les perspectives de gains de marchés pour les entreprises françaises et ce au détriment des aspirations des citoyens.

Deux ans après les promesses de rupture avec la Françafrique, nos organisations attendent que le président français change de grille de lecture et prenne pleinement en compte les demandes de réformes politiques, de transparence dans la prise de décision, de satisfaction des aspirations des peuples africains et de respect de leur souveraineté.

- **La politique de soutien aux droits de l'Homme** annoncée dans le discours d'investiture de Nicolas Sarkozy, apparaît comme la première grande sacrifiée de la rupture. Artisan de ce renoncement, le secrétaire d'Etat à la coopération Alain Joyandet, est devenu de fait l'émissaire officiel du président pour une défense totalement décomplexée des intérêts économiques français en Afrique quelle que soit la nature du régime en place. Le soutien à des régimes dictatoriaux, corrompus et vieillissants, ne se dément pas, malgré les actes de répression constatés. Les tensions récentes avec Libreville, due à la médiatisation de certains scandales, ne masquent pas la poursuite de la « politique de la stabilité » menée par la France.
- **Le contrôle parlementaire**, bien qu'encouragé par la réforme constitutionnelle de juillet 2008, facteur essentiel de transparence réclamé par nos organisations, n'en est malheureusement encore qu'à ses balbutiements. Il reste en particulier largement insuffisant sur le contrôle des opérations extérieures, malgré les débats intéressants qui ont précédé le vote du 28 janvier dernier sur la prolongation de certaines Opex engagées par la France. De même, les exportations d'armements françaises en général et en Afrique en particulier, ne font toujours l'objet d'aucune question parlementaire. La timidité des parlementaires à se saisir des outils institutionnels à leur disposition s'incarne dans le manque d'ambition du rapport de la mission d'information parlementaire sur les relations franco-africaines publié en décembre dernier, rapport dont la plupart des sujets fâcheux ont été soigneusement écartés.
- **La réforme de la coopération militaire**, annoncée comme une « remise à plat » a pris du retard, malgré l'annonce récente de la signature d'un partenariat de défense avec le Togo. Les modalités de négociation et de publication des nouveaux accords « renégociés » restent par ailleurs floues. Nos organisations réclament l'extension de la renégociation aux autres accords de coopération militaire (pour les pays non concernés par un accord de défense comme le Tchad) et une amélioration du contrôle parlementaire sur les opérations extérieures, au delà de la validation *a posteriori* proposée par la réforme récente de la Constitution.
- **Le soutien de la diplomatie française à la société civile africaine**, aux citoyens et associations qui s'organisent, construisent des espaces démocratiques et tentent de construire des alternatives est encore largement insuffisant. Les principaux interlocuteurs de la diplomatie française restent les régimes en place, qui se montrent de plus en plus répressifs face aux revendications populaires.